1968 : temps et espaces

Autor(en): **Zancarini-Fournel, Michelle**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **21 (2005)**

PDF erstellt am: **26.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-520264

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

1968 : Temps et espaces

Michelle Zancarini-Fournel[1]

Dans l'histoire politique, sociale et culturelle de la France, 1968 a t-il ou non constitué une rupture ? La dénomination couramment utilisée, « Mai 68 » ou « les événements de mai 68 », enferme ce passé dans un cadre chronologique restreint : Mai-juin 1968 est en fait l'épicentre, dans les « années 1968 »[2], d'une large contestation, galaxie de mouvements sociaux, politiques et culturels très divers qui se juxtaposent dans le temps et interfèrent avec des mutations profondes, lisibles avant 1968.

Nommer, périodiser

La manière de nommer un événement, comme sa chronologie, sont partie prenante de la construction sociale et du sens qui lui est accordé. Les « événements » de 1968 sont très souvent appelés aussi « Mai 1968 », acception contractée simplement en « Mai », qui engendre un effet de réduction temporelle (un mois) et géographique (Paris essentiellement) ; cependant l'expression s'est fixée – au sens photographique du terme – dans la mémoire commune aidée par certaines publications[3]. L'appellation « Mai 68 » suppose une chronologie implicite qui va du 3 mai 1968, occupation de la Sorbonne par la police et manifestation étudiante parisienne spontanée, jusqu'au 30 mai 1968, date du discours du général de Gaulle annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale

1. Professeur d'histoire contemporaine à l'IUFM de Lyon. Co-directrice de la revue *CLIO. Histoire, Femmes et Sociétés* (www.clio.revues.org).

2. « Les années 68 : événements, cultures politiques, modes de vie » est le titre d'un séminaire de l'Institut d'Histoire du Temps Présent (CNRS, Paris) qui s'est tenu entre 1994 et 1998 à l'initiative de Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel, avec la collaboration de Maryvonne Le Puloch. Compte rendu des séances dans *Le Bulletin de l'IHTP* (résumés) et *Lettres d'information* (comptes rendus exhaustifs) disponibles à la bibliothèque de l'IHTP. L'expression « les années 68 » a été employée par Bernard Lacroix dans un texte de 1983 intitulé *Les Jeunes et l'Utopie : Transformations sociales et représentations collectives dans la France des années 68*. L'expression les années 68 sera désormais utilisée sans guillemets.

3. Par exemple, Laurent Joffrin, *Mai 68. Histoire des événements,* Paris, Le Seuil, 1988.

et de nouvelles élections. La dénomination met l'accent sur l'ébranlement de l'État et le retour à l'ordre. L'incertitude dans la dénomination s'applique aussi à l'interprétation de 1968 : « révolution », « commune » s'oppose à « carnaval et psychodrame » (Raymond Aron), pour ne citer que les ouvrages parus dans l'immédiat après 1968[4]. On parle des « événements » – le qualificatif, euphémisé, est repris de la guerre d'Algérie, « guerre sans nom » – et vingt ans après d'une « énigme », de « mystère »[5]. Ce dernier terme met en valeur à la fois la complexité et la surprise. Edgar Morin a insisté sur le surgissement brusque des manifestations et des grèves et souligné le caractère à la fois accidentel et profond de l'événement. La répétition sans fin par les chroniqueurs du titre de l'article de mars 1968 de Pierre Viansson-Ponté, « La France s'ennuie », contribue à faire perdurer cette figure de la surprise et de l'accidentel, en soulignant le décalage entre l'appréciation de l'éditorialiste et les événements qui ont suivi[6]. Interroger la notion d'accident permet de revisiter le problème de la chronologie, celui du début et de la fin du mouvement social, ainsi que ses signes annonciateurs, repérés après le déroulement de l'événement. Les manifestations de tous ordres et les grèves des années précédentes – même si Jacques Julliard parlent à leur propos « d'archéologie sacrée »[7] – relativiseraient l'aspect accidentel, y compris dans la perception contemporaine des acteurs sociaux : les rapports des préfets sur les manifestations de 1967 parlent de « répétition générale », d'incidents précurseurs et de bouleversements à venir.

1968 est l'épicentre d'une période plus longue avec un amont et un aval qui constitue les années 1968. Mais la forme et les effets de la révolte étudiante sur le gouvernement, l'État et l'opinion publique ont contribué à produire l'effet de surprise et il est nécessaire de donner toute sa place à « l'événement-monstre »[8]. La formulation « l'épicentre de mai-juin 1968 » marque le centre de la crise dans

4. Raymond Aron, *La révolution introuvable. Réflexions sur les événements de Mai,* Paris, Fayard, 1968 ; Edgar Morin, Claude Lefort & Cornélius Castoriadis, *Mai 68 : la brèche. Premières réflexions sur les événements,* Paris, Fayard, 1968 ; Alain Touraine, *Le mouvement de mai ou le communisme utopique,* Paris, Le Seuil, 1968, pour ne citer que trois parmi les plus importantes parutions.

5. Jacques Baynac, Hervé Le Bras et Henri Weber, « L'aventure des idées. Le mystère 68 », *Le Débat*, n°50, 1988.

6. *Le Monde,* 15 mars 1968. Le contenu de l'article est plus complexe que ne le suggère le titre et l'habituel des citations. C'est le général de Gaulle qui le premier, dans un entretien avec Michel Droit à la télévision en juin 1968, construit cette figure de l'opposition entre le point de vue de l'éditorialiste du *Monde* et la situation de la France un mois plus tard.

7. *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* N° 20, juillet-septembre 1990, p. 15.

8. Tiré d'un article d'Edgar Morin, *Communications*, 1972, repris par Pierre Nora, « Le retour de l'événement », in *Faire de l'histoire,* tome I, Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque des histoires, 1974, pp. 210-228.

les années 1968 et sa chronologie couramment admise : la période comprise entre le 3 mai 1968 et le 30 juin, deuxième tour des élections législatives, signe de la victoire du compromis républicain. La dénomination « la crise de mai-juin 1968 » suggère l'importance cruciale des événements pour les institutions et les individus. Mais elle privilégie, par effet d'homogénéisation, la scène parisienne et donne, implicitement, la part belle au politique, et plus précisément à l'État. L'effet d'homogénéisation a été produit dans le moment même par les représentations qui en ont été données par les médias.

Le journalisme est le premier marqueur de l'événement. La présentation de l'événement dans la presse écrite, à la radio et à la télévision est un élément qui, sur le champ, constitue et qualifie l'événement par l'image qui est donnée des individus et des groupes et contribue ainsi à la formation de l'opinion publique, qui devient elle-même opératoire dans une combinaison entre pratiques et représentations : la journée du 24 mai, devenue emblématique de l'émeute et de la guerre civile, représente de ce point de vue un tournant majeur. Au début de l'année 1968, la presse avait accordé un certain intérêt au mouvement étudiant, catégorie unifiant les revendications formulées par des acteurs et des groupes différents[9]. Cette révolte étudiante est présentée comme partie prenante de celle de la jeunesse planétaire, élément d'une crise mondiale, non spécifique à la France ; mais dès les premiers jours de Mai, les contestataires et manifestants sont définis comme des Enragés, ce qui participe nominalement au processus de réduction géographique et de territorialisation de la révolte autour de Nanterre et de Daniel Cohn-Bendit. Les groupes professionnels – comme les paysans, les viticulteurs, les ouvriers – sont de façon identique présentés dans leur globalité et représentés par leurs organisations corporatives, ce jeu de miroirs déformants entre la presse et le mouvement social contribuant à fixer les contours et les caractéristiques de l'événement. On perd la diversité des acteurs sociaux dans ces portraits ; on perd aussi la complexité du vécu individuel et collectif de l'événement. Il faut enfin s'interroger sur la pertinence des représentations qui font de Mai 68 un seul mouvement alors qu'existent, coexistent, des acteurs et des scènes locales et régionales aux temporalités diverses, parfois en décalage avec la scène parisienne. L'occupation des universités provinciales et parisiennes, comme celle de certaines entreprises, jusqu'à la fin du mois de juin se sont effacées en partie des représentations. Mais la nationalisation de l'événement existe, elle emprunte des canaux divers et se cristallise autour des journées du 13 mai (grève générale et manifestations) et du 30 mai (discours du général

9. Jacques Nobécourt, *Le Monde,* 12 avril 1968.

de Gaulle et manifestation gaulliste sur les Champs Élysées), tournants majeurs de la périodisation. Les ouvrages présentant les événements de mai-juin 1968 les partagent classiquement en trois moments : la crise étudiante (jusqu'au 13 mai), la crise sociale (du 13 mai aux propositions de Grenelle) et la crise politique (30 mai-30 juin). Cette distinction est pédagogiquement opérante, mais elle gomme la complexité du phénomène qui fait intervenir l'enchaînement et la superposition d'une triple contestation face à un État qui, loin d'être monolithique, est sans doute moins démuni qu'on ne l'a dit, mais, surpris dans un premier temps, est incertain et hésitant sur la voie à suivre au moins jusqu'au 30 mai. Des décalages et des dissonances perturbent cette analyse trinitaire de la crise.

Interprétations, histoire et mémoires[10]

Sociologues, philosophes et essayistes ont beaucoup écrit sur l'interprétation générale de ce que l'on a nommé « le mystère 68 »[11]. L'ambiguïté est d'autant plus grande qu'on note la persistance, dans l'opinion publique, si l'on en croit les sondages, de l'idée selon laquelle mai 68 est un des événements les plus importants depuis la Seconde Guerre mondiale[12]. Pierre Nora, en 1992, dans la conclusion des *Lieux de mémoire* intitulée « l'ère de la commémoration », affirme que, dans le cas de 1968, « l'événement n'a de sens que commémoratif »[13].

Commémoration, remémoration, célébrations décennales, les termes varient pour qualifier le processus qui est censé nouer la rencontre entre l'histoire et la mémoire. On peut parler d'un processus de « commémoration-célébration rampante » qui commence en 1973, avec l'effacement progressif des organisations d'extrême gauche et le début de la vogue éditoriale des parcours autobiographiques[14], qui culmine avec le cru abondant de 1978 et réapparaît à intervalles réguliers, souvent au mois de mai, pour s'épanouir en 1987-1988. La

10. Michelle Zancarini-Fournel, « 1968 : histoire, mémoires et commémorations », revue *Espacestemps*, n°59/60/61, 1995.

11. Jacques Baynac & al., *op. cit.* Pour un panorama commode des interprétations, voir la revue *Pouvoirs*, N° 39, numéro spécial sur Mai 68, 1986 ; et Antoine Prost, « Quoi de neuf sur le mai français ? », *Le Mouvement Social*, n°143, avril-juin 1988. Michelle Zancarini-Fournel, « Les interprétations de mai 68 : approche historiographique », *Lettre d'information IHTP*, 1996. Une des premières productions historiennes a été publiée en 1992 chez L'Harmattan, René Mouriaux, Annick Percheron, Antoine Prost & Danièle Tartakowsky (dir.), *1968, Exploration du mai français,* tome 1, *Terrains,* tome 2, *Acteurs.*

12. *Mai 68 dans la mémoire collective,* SOFRES, 1989, pp.49-65.

13. Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire, tome III, Les France, 3, De l'archive à l'emblème,* Paris, Gallimard, 1992.

14. Guy Lardreau, *Le Singe d'or ; essai sur le concept d'étape du marxisme,* 1973 ; Daniel Cohn-Bendit, *Le Grand Bazar,* 1975 ; Michel Le Bris, *L'Homme aux semelles de vent,* 1977 ; Jean-Pierre Le Dantec, *Les Dangers du soleil,* 1978 ; Jean-Marc Salmon, *Hôtel de l'avenir,* 1978.

célébration trentenaire de 1998 fut plus terne de ce point de vue. Les magazines littéraires et les hebdomadaires reviennent périodiquement sur l'interrogation « Que sont-ils devenus ? », établissant ainsi un « Who's Who » générationnel où les réussites médiatiques et économiques sont soulignées. Le roman-vrai des deux tomes de *Génération – Les Années de rêve* en 1987 et *Les Années de plomb* en 1988 – semble fixer l'histoire. Le succès commercial de ces ouvrages journalistiques, s'appuyant sur des sources orales et écrites, vient d'un récit alerte de faits et d'agissements ignorés de beaucoup, même si le panel des entretiens est loin d'être représentatif, limité essentiellement à ceux qui, étudiants ou enseignants, avaient plus ou moins 25 ans en 1968 et déjà une solide expérience militante au Quartier latin. 1988 peut alors être analysé par Jean-Pierre Rioux comme « la pavane de la génération »[15]. En 1994, un quart de siècle après 1968, arrêt sur l'image des « soixante-huitards en Rolls Royce »[16] : ainsi s'élaborent les lieux communs. La prégnance de la crise économique et de ses conséquences sociales, l'accroissement des inégalités et l'imposition du concept et de la réalité de l'exclusion ne sont pas sans effet sur cette image du contraste entre les réussites de certains et les discours révolutionnaires de leur jeunesse. Aujourd'hui on peut réfléchir aux usages politiques du passé et à l'utilisation de 1968 comme repoussoir dans le discours politique de gauche comme de droite. C'est ainsi que sont dénoncés l'individualisme et le libertarisme, l'avènement du désir et le rejet de toute autorité résumé dans le slogan « il est interdit d'interdire ». Le livre de Jean-Pierre le Goff publié en 1998, *Mai 68, l'héritage impossible,* systématise cette instrumentalisation du passé[17].

Il reste donc, à l'aide des traces nombreuses du passé, à tenter de construire un discours historique, loin des interprétations globalisantes produites sur le champ ou a posteriori. Un discours historique qui résiste à l'envahissement de la mémoire. Il y a aujourd'hui une forme de sacralisation de la mémoire qui participe d'une tension entre la véridicité du discours historique et sa fonction sociale et mémorielle. Les traces du passé, glaise que doit façonner l'historien, ne seraient plus que le support d'une histoire conçue comme un jeu de miroirs qui contribuerait à l'institution d'une mémoire nationale, fondement de l'identité française, occupant l'intégralité du champ historique et gommant les mémoires

15. « À propos des célébrations décennales du mai français », *Vingtième siècle,* revue d'histoire, n°23, juillet-septembre 1989.

16. Expression employée en 1994 par un des dirigeants du mouvement étudiant contre le CIP (Contrat d'insertion professionnelle) prôné par le Premier ministre Balladur.

17. Jean-Pierre le Goff, *Mai 68, l'héritage impossible,* Paris, La Découverte, 1998. François Hartog & Jacques Revel (dir.), *Les usages politiques du passé,* Paris, Editions ÉHÉSS, 2001.

plurielles, fruits d'expériences diverses. Il s'agit donc de voir dans quelle mesure les événements de ces années-là ont infléchi, cassé, temporairement ou durablement, des destins, des itinéraires ; comment ces années-là ont été vécues ; comment elles ont transformé les manières de faire, de voir, de sentir, de mourir ou de vivre, enfin.

Circulations

Déplacer le regard de mai-juin 1968 aux années 68 permet de replacer l'événement dans la moyenne durée, d'articuler ainsi une chronologie courte et un temps plus long et de le confronter aux expériences historiques d'autres pays qui ont connu dans le même temps des mouvements culturels, sociaux et politiques qui accompagnent ou initient, sous des modes divers, des transformations profondes.

De fait, dans différentes régions du monde se développent des phénomènes sociaux qui ont suffisamment de points communs pour qu'ait pu être avancée la catégorie interprétative d'un « soulèvement mondial de la jeunesse ». Il n'en reste pas moins que les coïncidences temporelles doivent être interrogées au-delà des évidences apparentes. On s'aperçoit alors que les spécificités nationales et les décalages chronologiques sont loin d'être négligeables, mais surtout qu'ils apportent un éclairage particulier sur les échos possibles, ici ou là, de réalités historiques éloignées dans l'espace, voire dans le temps. Dès lors, plus que souligner une quelconque analogie entre des événements distincts et singuliers, les transferts avérés de pratiques, d'idées, de formes d'intervention dans l'espace public concourent à mettre en lumière des postures et des aspirations communes, un sentiment d'appartenance à un même processus, dont le déploiement dans l'histoire s'effectue sous des formes diverses et parfois contradictoires. Il n'est pas possible de mener ici une étude comparative, mais seulement de souligner, en pointillé, ces distinctions et ces influences réciproques.

Les pays européens – à l'Est comme à l'Ouest –, les États-Unis, mais aussi le Japon sont traversés par différents mouvements de contestation et, dans le même temps, confrontés à des mutations profondes. Si la jeunesse, surtout étudiante, y est partout active, le phénomène touche à l'occasion d'autres groupes sociaux, mais de façon inégale et différenciée selon les pays : paysans au Japon, ouvriers en Italie et en France, Noirs américains. Les principaux points de focalisation qui caractérisent l'action contestataire sont la diffusion d'une contre-culture propre à une classe d'âge, l'anti-impérialisme, et l'adoption de nouvelles idées et pratiques d'intervention. La contre-culture américaine se diffuse en France à partir de 1966. *Sur la route* de Kerouac avait été traduit dès 1960, mais les poètes

beatniks américains n'étaient connus que de quelques initiés. Cette diffusion se fait surtout par le biais d'une avant-garde artistique qui pratique des happenings ou par des journalistes (dans des émissions comme *Radio-Campus* sur Europe 1 et des reportages comme ceux de Michel Lancelot pour *Cinq colonnes à la une*). Toutefois, en 1966, par un amalgame significatif, une campagne de la presse française rassemble dans l'opprobre LSD, beatniks, drogue, cheveux longs, musique pop et jeunesse.

Un phénomène de radicalisation se produit partout, après 1965, autour de la protestation contre l'impérialisme (américain dans les pays occidentaux et les pays du Tiers monde, russe en Europe de l'Est), marquée par des violences et parfois, localement, par des affrontements avec la police. L'anti-impérialisme et le tiers-mondisme sont en outre une sorte de pépinière de héros mythiques : Che Guevara, Fidel Castro, Ho Chi Minh et Mao Tse Toung, qui est alors perçu comme l'éveilleur de la jeunesse chinoise des Gardes Rouges. Pratiques manifestantes, idées et arts de faire circulent entre les mouvements de contestation de différents pays. Les images des groupes compacts d'étudiants japonais casqués et armés de longues perches de bambou diffusées dans le monde entier par la télévision, fournirent un modèle, pour les services d'ordre des organisations étudiantes européennes. Le 4 février 1960 apparaît en Caroline du Nord un élément nouveau dans le répertoire d'actions, le *sit in,* réalisé pour la première fois devant un supermarché qui pratiquait la discrimination raciale. Connu en France par les reportages des magazines télévisés sur la ségrégation dans le sud des États-Unis – comme celui de *Cinq colonnes à la une* en octobre 1962 – et par les images de la révolte des Noirs dont la télévision française fait des héros positifs, le *sit in* est imité en France dès 1963 par les ouvriers de Neyrpic à Grenoble. La contestation culturelle et l'agitation dans les campus universitaires américains se développe vers 1964-1965 autour de l'organisation étudiante du SDS (Students for a Democratic Society) qui préconise la démocratie directe, le refus de leader et la prise de parole. Le Free Speech Movement se diffuse en Californie, à Berkeley, et revendique le droit à la libre expression et à la propagande politique dans l'université. Dès 1965, en France, les revues *Socialisme ou barbarie* et *Partisans* présentent le mouvement pour la liberté d'expression et pour les droits civiques aux États-Unis[18]. Aux Pays-Bas, l'action des Provos est en décalage chronologique avec celle des autres mouvements étudiants occidentaux qui culminent en 1968. Né en 1965, le groupe s'autodissout

18. *Socialisme ou barbarie,* n°39, mars-avril 1965 et n°40, juin-août 1965 ; *Partisans* n°23, novembre 1965.

le 13 mai 1967. Une de ses constantes est d'avoir fonctionné, sinon sans figure de proue, du moins sans chef et sans organisation structurée, en refusant toute forme de pouvoir, ce dont s'inspirent les étudiants nanterrois du Mouvement du 22 mars, à commencer par Daniel Cohn-Bendit.

Montage

Une fois établi qu'il ne s'agit pas d'inscrire cette histoire sociale des contestations, ni dans une mémorialisation de l'événement singulier ni dans une interprétation globalisante ou univoque, une fois posé qu'il convient de la situer à l'intérieur de bornes chronologiques et spatiales larges, qu'on ne partira pas à la recherche de quelque improbable causalité unique, reste encore à préciser quels moments et quelles étapes peuvent être privilégiés, quels éléments peuvent être mis en série, quels faisceaux d'indices et de preuves peuvent être constitués.

De fait, si notre parcours ne veut et ne peut aborder toutes les composantes de l'histoire de ce moment historique, il a un début et une fin choisis en s'appuyant sur la conviction que des attitudes et des choix, collectifs ou individuels, sont possibles à partir d'une situation donnée, et qu'ils ne le sont plus dès lors qu'une autre conjoncture se dessine. Déplacements, transformations, décalages, glissements et ruptures se composent et alternent sans solution de continuité. S'il faut cependant fixer des bornes précises, on avancera celles que constituent 1962 et 1981, avec, en amont, la fin des guerres coloniales et l'approbation par référendum de l'élection du président de la République au suffrage universel et, en aval, l'entrée de François Mitterrand à l'Elysée. 1962 marque l'ouverture de relations politiques différentes entre les acteurs sociaux et le changement de la perception du statut de la France (grâce à la fois au rapport direct entre les citoyens et le chef de l'État avec l'élection du président de la République au suffrage universel et à l'écroulement du mythe d'une communauté française s'étendant au-delà des frontières de l'Hexagone, en même temps que se met en place la construction européenne) ; 1981 inaugure, d'une part, une délégation de responsabilité au plus haut niveau, acceptée par celles et ceux mêmes qui avaient été les plus actifs tout au long de la période précédente et, d'autre part, l'affaiblissement décisif dans les cultures politiques et sociales de gauche de l'idée de révolution.

À l'intérieur de cette chronologie sur la moyenne durée, le temps court des différents mouvements sociaux introduit des découpages chronologiques divergents. L'unité est alors à rechercher dans l'analogie des attitudes et des postures, plus que dans l'identité des références doctrinales et des projets. La légitimité ne se confond plus avec la légalité et doit, selon ces hommes et ces femmes, être

passée au crible de l'égalité sous ses différentes formes (entre les régions et Paris, à l'intérieur de l'entreprise et entre les sexes). Pour traiter cette période et ces événements, on est conduit à insister sur la constante articulation des interventions des individus avec celles de sujets collectifs – qui ne va pas sans contradictions et conflits –, sur l'affirmation des subjectivités, sur la complexité nouvelle et consciente des rapports de sexe, avec en particulier la place dont s'empare le mouvement des femmes dans la dynamique des années 68. Le discours historique doit s'adapter à une suite d'accélérations et de ralentis, voire d'arrêts sur l'image, car la nature et le rythme de l'exposition sont conditionnés par les focalisations singulières qui sont choisies. Les césures et partitions, les étapes et tournants ne sont pas, de ce fait, strictement dépendants de l'histoire des institutions, des partis, des syndicats des groupes politiques ou de celle de l'État.

Voilà pourquoi le traitement des années 68 peut être présenté en trois volets de nature et d'importance chronologique variée : *Le champ des possibles* (1962-1968), *L'épicentre* (mai-juin 1968) et, enfin, *Les contestations, l'ordre et la loi* (1968-1981).

En premier lieu, sans établir de lien mécaniste avec ce qui suit, le *champ des possibles* identifie, dans la période précédant 1968, les mutations en cours ainsi que certains des lieux et moments de changement social. La ville de Grenoble peut être prise comme exemple. Les acteurs du « laboratoire grenoblois », symbole de la modernité, mettent en cause l'ordre familial, industriel ou politique, sans pour autant jouer nécessairement un rôle direct en mai 68, mais en acclimatant dans le débat public des thèmes inédits (contraception et avortement, participation directe à la gestion locale, relations nouvelles dans l'entreprise). Dans cette période, la jeunesse s'impose comme un problème posé à la communauté nationale et des jeunes prennent conscience des spécificités irréductibles de leur situation, de leurs désirs et de leur influence potentielle sur le cours des choses, tout en recherchant à l'occasion une convergence dans l'action avec d'autres groupes sociaux (notamment avec les ouvriers). Enfin, dans des conflits particuliers qui concernent des catégories peu porteuses d'un discours moderniste (mineurs, paysans), des formes d'actions inédites – marquées par la violence et dépassant les bornes de la légalité (à l'Ouest surtout) – reviennent à l'ordre du jour, avant que les luttes étudiantes – que ne résume pas l'histoire de la naissance des différents « groupuscules gauchistes » issus de la crise de l'Union des étudiants communistes (UEC) – ne favorisent une politisation et une radicalisation croissantes de la protestation contre l'ordre établi.

L'épicentre doit analyser les multiples modalités de déploiement de l'événement en mai-juin 1968. La remise en cause de l'interprétation, contemporaine et

postérieure, qui construit une image strictement parisienne de la crise, qui plus est souvent concentrée dans le raccourci imagé de « l'événement-critique » (Bourdieu) de la nuit des barricades parisiennes du 10-11 mai, passe, en effet, par la mise en évidence des distinctions qui se font jour dans l'espace et dans le temps. La centralité étudiante ne doit pas, quel que soit son effet d'entraînement dans le moment même, conduire à gommer le développement de modes d'actions et de revendications différenciés propres aux diverses villes et régions, et ce jusqu'au cœur du mois de juin. Dans le temps, il convient de distinguer quatre moments qui se succèdent et se juxtaposent : la révolte étudiante et lycéenne ; à partir du 13 mai et jusqu'à la mi-juin, la grève générale et les occupations des usines, des facultés et des lycées ; le moment de la crise politique, du 24 au 30 mai, autour d'un syndrome de la guerre civile et de la division de la nation, avec le départ puis le retour déterminé du général de Gaulle ; enfin, tout au long du mois de juin, la période de reconstitution d'un compromis républicain. Le compromis ultime est marqué, à l'automne suivant, par la naissance d'un nouveau système universitaire (loi Edgar Faure, novembre 1968) et par l'institutionnalisation du syndicalisme (loi sur la section syndicale d'entreprise, décembre 1968). Il ne va pas, toutefois, sans failles : la démission du président de la République moins d'un an plus tard, en avril 1969, en est une conséquence indirecte et le rejeu de ces failles dans la société française se lit dans la permanence, tout au long des années suivantes, de formes de contestations aussi diverses que vivaces.

Dans la *dernière partie des années 68* se développe en effet un mouvement polycentrique et polymorphe, agrégat de choix collectifs ou individuels, né dans différents groupes ou catégories sociales (jeunesse scolarisée, féministes, homosexuels, ouvriers, militants régionalistes, immigrés, naissance d'un mouvement écologique et antinucléaire...) qui veut saper à la base, transformer ou réformer l'ordre et la loi, par des pratiques privées autant que par des interventions dans la sphère publique. Une « guerre civile froide »[19] articulée autour du couple répression/contestations violentes et alimentée par l'imaginaire social de l'affrontement, partagé à la fois par le ministère de l'Intérieur et par certains groupes d'extrême gauche, persiste jusqu'en 1974 et épisodiquement au-delà. Les réformes du libéralisme giscardien en 1974-1975 et la perception de la crise économique contribuent sans doute à favoriser une traduction plus institutionnelle de ces conflits, mais l'ambiguïté de cette voie apparaît lors de l'échec

19. Expression créée par André Fontaine, le 1er juin 1968, dans le journal *Le Monde,* puis utilisée comme titre d'un livre du même auteur, *La Guerre civile froide (mai 68 et ses suites),* Paris, Fayard, 1969.

de l'union de la gauche en 1977 (après l'immense espoir né en 1972 lors de la signature de l'accord PCF-PS), avec sa conséquence électorale dans la défaite de 1978 et lors du choc des restructurations industrielles. De là naît le déclin électoral du Parti communiste français. Ne subsiste alors que l'espérance d'une alternance politique et présidentielle en mai 1981.

Sources

Le matériel d'archives sur lequel je fonde cette étude est devenu disponible soit par consultation avec dérogation (archives publiques), soit par l'accès à de nouvelles sources. Sans l'accès aux archives officielles – départementales et nationales – et sans la collecte d'archives privées déposées à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) sur le campus de Nanterre, rien n'aurait pu être entrepris ; sans aussi une association, *Mémoires de 68,* déclarée au Journal officiel le 4 août 1989. La raison d'être de cette association a été de rassembler une série d'archives privées, collectives et personnelles, puis de les classer et de les déposer à la BDIC à Nanterre, afin de les mettre à la disposition de tous celles et ceux qui voudraient les utiliser. Avec l'aide du ministère de la Recherche et de la Technologie, le but que nous nous étions fixé a été atteint ; en partenariat avec la BDIC et grâce à la collaboration des Archives de France, a été réalisé, par la suite, le premier recensement des archives publiques et privées[20]. Le directeur des Archives de France a accordé les dérogations pour les archives de l'État, les archivistes départementaux ont grandement facilité ma quête. En novembre 1998, un colloque de l'IHTP associant à l'histoire des années 68 en France une approche comparatiste et une dimension internationale s'est tenu et a clos (provisoirement) cette recherche[21].

J'évoquerai pour terminer un travail en cours de publication dont la conclusion porte sur « 1968 et les usages politiques du passé » qui passe, entre autres, par l'étude des sources audiovisuelles (à l'INA), compte tenu de la place déterminante de la télévision dans le très contemporain[22]. En effet, la permanence dans le discours public de la référence à 1968 conduit à penser qu'on pourrait reprendre, pour la période 1968-2005, la notion de syndrome employée par Henry Rousso pour Vichy et la période 1945-1975. Le dernier chapitre de cette

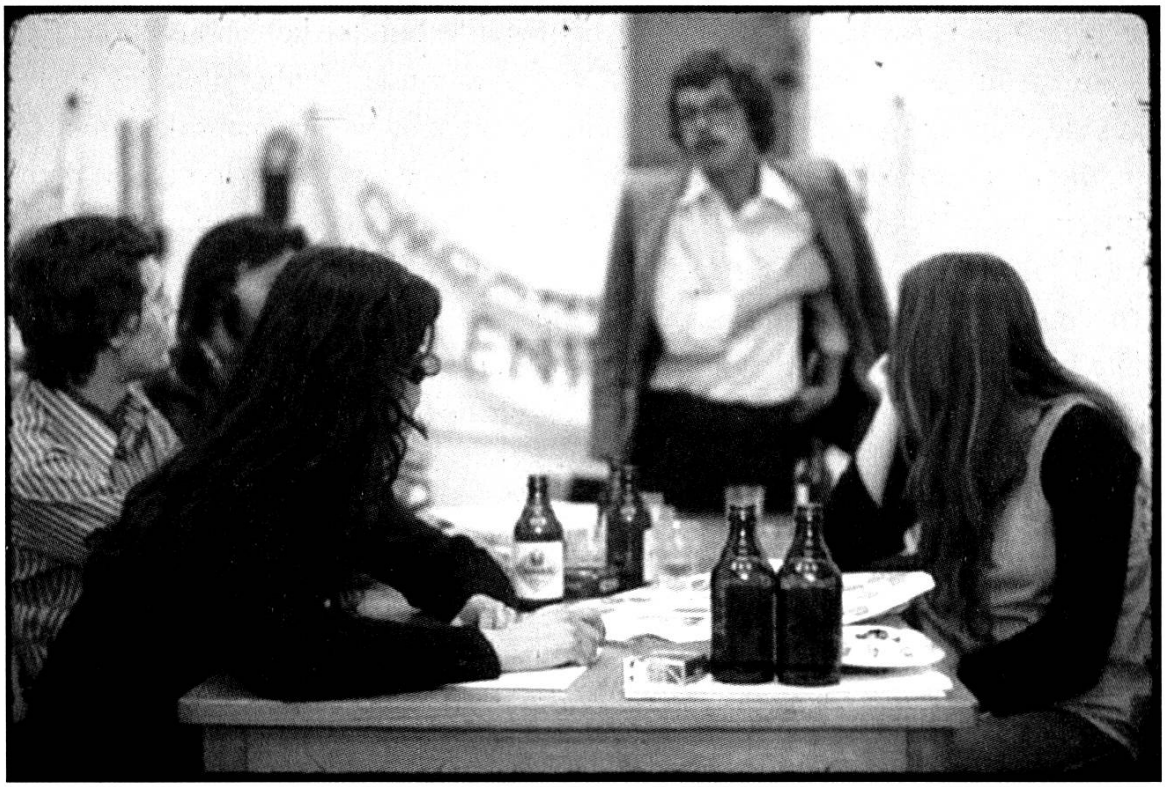
20. *Mémoires de 68. Guide des sources d'une histoire à faire,* Lagrasse, Verdier, 1993.

21. Les actes du colloque ont été publiés : Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les années 68 . le temps de la contestation,* Paris, Complexe, 2000. Je prépare la publication d'une Habilitation à diriger des recherches portant sur l'histoire sociale des contestations dans les années 1968 intitulée « Changer la vie ? ».

22. Dans le prolongement d'une étude que j'ai menée sur « La légende de l'écran noir : les événements de mai-juin 68 à la télévision », publiée dans *Réseaux* en septembre 1998.

étude pourrait s'appeler « 1968, pour un oui ou pour un non » et porterait, avec la dénonciation par le Parti communiste français et une coalition de groupes d'extrême-gauche du « libéral-libertaire » Daniel Cohn-Bendit, sur la campagne et les résultats du référendum rejetant la Constitution européenne au printemps 2005.

MICHELLE ZANCARINI FOURNEL



Photogramme tiré du film *Le Grand Soir,* Francis Reusser, 1976. Des militants se préparent à la lutte armée dans une cave-carnotzet de la protection civile ! Primé par un Léopard d'Or au Festival de Locarno, le film suscita la controverse de par sa représentation du militantisme d'extrême-gauche.
Image Francis Reusser.